

# Darbigny. S. D.

1<sup>ère</sup> Année.

Histoire diplomatique (Sorel) 4 1/2

id - id - . . . 3.

id - id - (Conf) . . . 5 1/4.

Droit des gens (Courts) . . . 4.

Droit international (Conf) 4.

Législation commun<sup>le</sup> . . . 4.

**II<sup>ème</sup> Année -**  
Géographie et Chronographie . . 5.

Histoire diplomatique . . . 4 1/2.

Droit des gens (Conf) . . . 4 2/3.

Droit international (Courts) . . 3 1/2.

Statistique et affaires Commun<sup>le</sup> . . 5 1/2.

Géographie économique . . . 5.

Économie politique . . . 4 2/3.

Organisation administrative . . 5.

id - id - . . . 5.

Histoire Constitutionnelle (Cours) 3 1/2

id - id - id - 3, 25

id - id - (Conf) 5.

Histoire parlementaire . . . 4 1/2.

Finances . . . 3.

Finances . . . 4.

Anglais . . . 4.

M. Lroy. Beauclerc . . . 3.

Histoire diplomatique (Pigeonneau) 5.

Travaux. { Pour M<sup>r</sup> Sorel . . . 4 1/2

{ Pour M<sup>r</sup> Pigeonneau . . . 5

{ Pour M<sup>r</sup> Sorel . . . 4

Compositions { Pour M<sup>r</sup> Beauclerc . . . 3 1/2



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Histoire diplomatique (1820 à nos jours)*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Sorel*

M *Saubigny* élève de *1<sup>re</sup>* année.

NOTE :

*4 1/2*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*Alain Saur*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique (1648-1789)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Bigeonnec

M. Daubigny élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE : 3

OBSERVATIONS

Question - Le Secret du roi. - L'acte de Paris (1782-1788)

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

M. Bigeonnec

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 1<sup>er</sup> 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire diplomatique (Conf)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>re</sup> L. Ferreri

M Daubigny élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE :

5 1/4

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Sciences Politiques (Cours)*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Funch-Brentano*

M *Dauligny* élève de *1<sup>re</sup>* année.

NOTE : *4*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*M. Funch-Brentano*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 août 1883

## MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit international (Conférence)

## NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Renault (Conférence)

Monsieur Daubigny élève de ..... année.

NOTE : 4

## OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Renault

AVIS : L'Examineur peut faire usage des fractions pour exprimer une note intermédiaire entre celles qui sont portées au tableau ci-contre. — Par exemple :  $3 \frac{1}{4}$ , ou  $3 \frac{1}{2}$ , ou  $3 \frac{3}{4}$ .



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Législation commerciale*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Lyon-Caen*

M *Soubigny* élève de *1<sup>re</sup>* année.

NOTE : *4*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*M. Lyon-Caen*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 21 Juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Géographie et ethnographie

NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>e</sup> Gaidoz

M Daubigny

élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : 5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

H Gaidoz

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*3*.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Histoire diplomatique*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M<sup>e</sup> Sorel*

M *Daubigny* élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE :

*4 1/2*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*Alfred Saur*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*3*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Droit des gens (Conférences)*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Funck-Brentano*

M *Daubigny* élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE : *4  $\frac{2}{3}$*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*M. Funck-Brentano*



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 23 Juin 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Droit international (Cours)

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Renault.

M Daubigny élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE :

3 1/2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Renault



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Statistique et affaires commerciales*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Lévasseur*

*M. Daubigny* élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : *5 1/2*

OBSERVATIONS

*Question - mortalité par âges*

*S'exprime bien et sait bien*

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*L. Lévasseur*



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 22 Juin 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Géographie économique

NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>r</sup> Vigonneau

M Daubigny élève de 2<sup>e</sup> année.

NOTE : 3

OBSERVATIONS

question : Le Simplon et le mont-Saint.

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

M<sup>r</sup> Vigonneau

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*3*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Economie politique*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Cheysson*

*M. Laubigny*

élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE :

*4  $\frac{2}{3}$*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*Allegre*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

Juin 1884

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Organisation Administrative

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Evrard de Brocourt

M.

Saubigny

élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE :

5

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

L. Evrard de Brocourt

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 188*7*

## MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*N<sup>o</sup> 1. Organisation administrative*

## NOM DE L'EXAMINATEUR

*M<sup>r</sup> Le Savatseux de Précourt*

*M Laubigny* élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE : *5*

## OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*Le Savatseux de Précourt*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du 1<sup>er</sup> 1882

## MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire constitutionnelle (Cours)

## NOM DE L'EXAMINATEUR

M<sup>r</sup> C. Baudry

M Laurigay élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE : 3 1/2

## OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

1883

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Histoire constitutionnelle*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Bortny*

M.

*Vaubigny*

élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE :

*3.25*

OBSERVATIONS

*Constitution de la Ch. des Communes - 2*

*Modes d'élection du Sénat français en 1875*

*Le comité parlementaire au 16 Mars*

*22 ans.*

*3/4*

*1/2*

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*Bortny*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

*Janv* 188*2*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Histoire constitutionnelle*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Vergnien*

M

*Daubigny*

élève de *1<sup>re</sup>* année.

NOTE :

*5*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*M. Vergnien*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du juin 1884

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

Histoire parlementaire

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. Charmes

M Raubigny élève de 1<sup>re</sup> année.

NOTE :

4 1/2

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

Barrie Charmes.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *juin* 188*3*.

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Finances*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. de Forilles*

*M* *Saulbigny* élève de *1<sup>re</sup>* année.

NOTE : *3*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*de Forilles*

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *Juin* 188*3*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*M. L. Finances*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. de Foville*

M

*Daubigny*

élève de *2<sup>e</sup>* année.

NOTE : *4*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*de Foville*



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du

*juin*

188*1*

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Anglais*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M. Beljames*

M

*Daubigny*

élève de *2* année.

NOTE :

*4*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.

*H. Beljames*



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du ..... 188.....

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

NOM DE L'EXAMINATEUR

M. *Daubigny Eugène* élève de *2<sup>ème</sup>* année.  
*m à Beauvais - Oise*

NOTE : *4 3*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

*H. Leroy Beauvais*

- 0 = Nul.  
1 = Très mauvais.  
2 = Mauvais.  
3 = Médiocre.  
4 = Assez bien.  
5 = Bien.  
6 = Très bien.

AVIS : L'Examinateur peut faire usage des fractions pour exprimer une note intermédiaire entre celles qui sont portées au tableau ci-contre. — Par exemple :  $3 \frac{1}{4}$ , ou  $3 \frac{1}{2}$ , ou  $3 \frac{3}{4}$ .



# ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Examen du *1<sup>er</sup> br* 1882

MATIÈRE DE L'ÉPREUVE

*Histoire diplomatique*

NOM DE L'EXAMINATEUR

*M<sup>r</sup> Gigeonneau*

M *Loubiguy* élève de *1<sup>re</sup>* année.

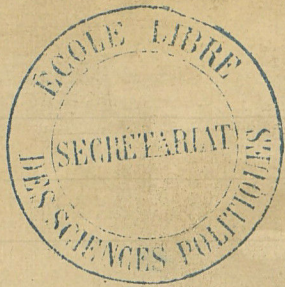
NOTE : *5*

OBSERVATIONS

SIGNATURE DE L'EXAMINATEUR :

- 0 = Nul.
- 1 = Très mauvais.
- 2 = Mauvais.
- 3 = Médiocre.
- 4 = Assez bien.
- 5 = Bien.
- 6 = Très bien.





4 M. Daubigny pour M. Loret.  
Alfred Sarr

présenté. Rédaction maladroite à propos traité le sujet d'intérêt, à propos à  
côté; mais a pu intelligemment des notes au cours -

## Conséquences de la Révolution de 1830 au point de vue des relations extérieures

---

Pour bien comprendre les conséquences  
désastreuses de la révolution de 1830 au  
point de vue des relations extérieures,  
il est nécessaire de revoir rapidement  
les avantages qui avait remportés la diplomatie  
bien dirigée et constante dans ses vues du  
gouvernement de la Restauration.

La Révolution de 1830  
détruisait l'œuvre de de Richelieu,  
de Châteaubriand, de La Ferronnays.  
Celle œuvre dont ils avaient poursuivi  
l'achèvement avec tant de fermeté  
de persévérance et d'habileté, c'était  
le relèvement de la France entière dans  
le concert européen ~~en~~ le 20 novembre  
1815, affranchie de la tutelle de la



Sainte-alliance en 1815 au Congrès  
d'Aix-la-Chapelle, en même temps  
que libérée de la présence de l'étranger.

Cette Sainte Alliance  
allait se reformer en 1830, cette fois  
contre nous et donner raison à  
Metternich, l'ennemi acharné de  
la France, le gouvernement de la  
Restauration, et qui ne manquait  
pas une occasion d'affaiblir notre  
pouvoir dans l'Esprit des gouvernements  
étrangers. Dans ses notes, avec sa logique  
habituelle, il insinuait à Saint-  
Petersbourg comme à Londres, comme  
à Berlin que la France était toujours  
le foyer du Jacobinisme, et représentant  
toujours en Europe "l'esprit sectaire et  
novateur" (selon sa propre expression)  
qui menaçait de détruire les anciennes  
institutions".

C'était toujours son argument

Metternich déjà en  
1815 au Congrès d'Aix-la-Chapelle  
avait vu avec dépit la Russie et  
l'Angleterre se lâcher de leurs serments  
à notre égard. L'alliance de ~~gouvernement~~  
de la France était recherchée par  
l'Angleterre et par la Russie et Louis  
XVIII avait le libre choix. Il  
pouvait suivre deux politiques :

Une politique d'extension,  
d'agrandissements territoriaux, ~~etc.~~  
chercher à répondre les ambitieuses  
traditions nationales, celle de la  
Convention, du Directoire, du Consulat  
et en prenant la Belgique atteindre  
la rive gauche du Rhin.



et alors il lui fallait s'allier avec  
les puissances ambitieuses, c'est à  
dire la Russie et la Prusse.

Le gouvernement de la Restauration  
pouvait encore, renouant à toute idée  
d'expansion au dehors chercher à développer  
les libertés intérieures, les lettres, les  
sciences les arts, suivre, en un mot, une  
politique conservatrice. ~~et alors~~ Il avait  
des lois pour allies l'Angleterre et  
l'Autriche.

11 millionch ?

Monseigneur de Chateaubriand  
esprit brillant, ouvert aux <sup>grandes</sup> idées  
s'était décidé pour la première de ces  
politiques et cherchait à obtenir  
l'alliance russe. ~~Pour~~ Comme le disait  
M<sup>r</sup> de La Fayette il ne fallait pas  
demander cette alliance, il fallait  
la laisser venir à nous.

Le mouvement vers  
la liberté issu de la révolution qui avait  
entraîné les peuples à se révolter contre  
les gouvernements absolus en 1820-1821-  
1822, avait atteint la péninsule des  
Balkans. Les ~~pe~~ catholiques grecs  
de l'Orient frémissaient sous le joug  
musulman. Alexandre l'entait entre  
le désir de satisfaire aux principes  
de la Sainte alliance et celui de  
repandre sa politique traditionnelle  
de protection des ~~chrétiens~~ grecs  
orthodoxes. Dans cette dernière, hypothèse,  
il s'il lui fallait une alliée contre  
l'Autriche et l'Angleterre et l'Angleterre.  
Cet alliée c'était la Russie ou la  
France.



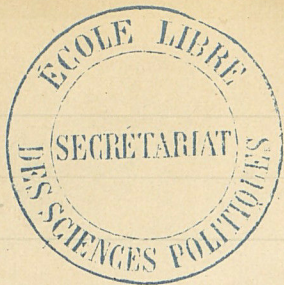
Mais pour s'appuyer sur la France  
il fallait savoir ce qu'elle pouvait.  
L'expédition d'Espagne servit à montrer  
à la Russie qu'elle pouvait désormais  
compter sur elle le ~~français~~ gouvernement de la Restauration.

L'Autriche qui n'a  
rien à gagner à la guerre, puissance  
essentiellement conservatrice ne demande  
que le statu quo et le maintien  
des principes de la Sainte-Alliance.

Si la Russie prend en Orient, l'Autriche  
neut ~~elle~~ avoir son lot, elle veut ~~que~~  
désire que le partage se fasse avec  
elle. Or si la Russie est alliée  
de la France, si la Russie garde envers Alexandre  
une neutralité bienveillante le  
partage se fera non pas avec l'Autriche  
mais contre l'Autriche. C'est.

Ce que craint Metternich. ~~qui~~  
De la sa haine contre le gouvernement  
de la Restauration. Il épie les moindres  
~~manifestations~~ manifestations ambitieuses  
de l'opinion publique, s'efforce d'agir  
sur l'esprit d'Alexandre, ~~en lui montrant~~  
~~sa~~ faiblesse ~~et~~ ~~charge~~. Chaque  
changement de ministère est pour lui  
un signe de notre faiblesse. D'ailleurs  
bon diplomate, mais mauvais homme  
d'Etat, il gouverne par la force et  
ensemble hétérogène de nations qui  
composent la monarchie autrichienne  
en les opposant les unes aux autres,  
condamné au "carcere duro" et Silvio  
Pellico, le Maronelli qui professent  
des idées libérales. Il fait Royer Collard  
et Guizot, à l'égal ~~et~~ les doctinaires





à l'égal des Jacobins et dit avec une  
impertinence sans égale que la France  
et l'Angleterre n'ont pas de gouvernement.

Les efforts ~~contre~~ la Paix qui il  
a faits pour dissuader la France ~~de~~ ont  
~~pu~~ été inutiles. L'Autriche et la Russie  
sont séparées. Alexandre <sup>est</sup> prêt ~~à~~ à  
conclure une alliance avec Charles X.  
Mais la France ne pouvant aller au devant  
de la Russie. La Russie est pour celle-ci  
l'alliée qui lui coûte le moins cher  
~~et lui servira~~ <sup>qui</sup> la tirera d'embarras  
à la conclusion de la paix d'Andrinople (1829).

Néanmoins ~~l'entente~~ à cette  
date la France et la Russie marchent  
de concert et c'est grâce à cette bonne  
entente que la France bravant la  
mauvaise volonté de l'Angleterre peut  
entreprendre la conquête de l'Algérie (Lumi. Just.)  
Celle belle expédition si brillamment  
conduite par le maréchal général de  
Pras et le Duc d'Orléans ~~est~~ élève  
à son apogée le prestige de nos armées.  
Notre situation est prépondérante en  
Europe.

La malheureuse ambition  
de Charles X perd tout ses avantages.  
Au ministère libéral de M. de Martignac  
succède le ministère de Polignac.

S'appuyant sur l'article 14 de la charte  
qui lui donne le droit de ~~se~~ faire  
des ordonnances, le roi porte sur les  
libertés du pays une main criminelle  
et rend les fâcheuses ordonnances de  
juillet. La nation se salue, Charles  
X s'embarque à Cherbourg pour ne plus

Lumi. Philogène

et le Duc de Chartres

son régiment

ce n'est pas le motif



renter en France.

Louis Philippe est proclamé  
roi des Français. Le bûcher de la jeune  
d'Espagne, de quinze années de mariage,  
est perdu. Metternich triomphe. La  
Russie est désormais notre ennemi. ~~Nicolas~~  
Le tsar Nicolas regardant Louis-Philippe  
avec dédain lui reprochera de s'être élevé  
d'avoir monté sur un trône de paille.  
L'opinion publique ignorante, égarée,  
~~cette~~ demande à grands cris de déchirer  
les honteux traités de 1814. A ces clameurs  
les nations voisines répandent en courant  
aux armes. Les "Gardiens" vont se réunir  
de nouveau contre nous.

~~Alors~~ On croyait alors  
en France que les peuples allaient se  
nouveau se soulever à notre appel. Cette  
erreur aurait pu nous être fatale.  
La Pologne seule se souleva. regardant  
avec anxiété vers la France. Elle dut  
lutter seule et fut écrasée. Le général  
Sebastiani prononça légèrement un mot  
qui est devenu célèbre et dont on a  
fait l'expression tragique: « l'ordre  
régne à Varsovie ».

et la Belgique !

Nous avons dit  
que la Restauration avait le chain  
des alliances; le gouvernement de  
Louis Philippe ne l'a plus. Il lui reste  
une seule ~~alliance~~ alliée, l'Angleterre.  
Encore n'a-t-elle jamais reconnu le  
nouveau gouvernement et comme les  
autres puissances, elle ne le reconnaîtra pas  
si la France reprend au dehors ses  
idées de conquête.

possible



Le nouveau gouvernement est ~~hollandais~~  
dans un tel désarroi. Une anecdote peut  
donner une idée du désarroi  
où est tombé la France. À une soirée  
donnée chez l'empereur d'Autriche, la  
femme d'un ministre autrichien  
portait un magnifique collier de diamants.  
L'ambassadeur de Louis Philippe la  
complimentait sur la richesse et la beauté  
de sa parure lorsqu'elle lui répondit : «  
au moins je ne l'ai pas volé ».

Cependant le nouveau  
gouvernement prit une sage détermination,  
il renonça à se lancer dans d'aveuglantes  
expéditions, le soulèvement de la Belgique  
lui offrit l'occasion de rentrer dans le  
concert européen.

La Belgique <sup>différente de</sup>  
la Hollande par ses mœurs sa religion sa langue, <sup>lui</sup> avait été  
unie en 1815. Cette union qui n'avait  
même pas raison d'être par l'attachement  
des Belges au roi de Hollande ne devait  
pas manquer de se rompre à la première  
occasion. La révolution de 1830 qui  
eut pour but son contre-coup à Bruxelles  
amena l'émancipation de la Belgique.  
Louis Philippe contribua à cette émancipation  
en envoyant ses armées chasser le Hollandais  
de la forteresse d'Anvers. Mais une sagesse  
que l'Angleterre ne pouvait qu'apprécier  
il ~~représentait~~ <sup>les</sup> fit revenir; ~~il ne~~ <sup>elles</sup>  
ne renversèrent même pas le lion étendu  
dans la plaine de Waterloo. <sup>Louis Philippe</sup> ~~Il~~ refusa même  
le titre pour un prince français le duc  
de Nemours que les Belges réclamaient.  
Grâce à cette modération, le nouveau gouvernement

Il était connu bien  
avant cela par  
l'Angleterre.



qui lui reconnut de l'Angleterre et bientôt  
de toute l'Europe. La ~~bon~~ la nouvelle  
situation faite à la Belgique n'était  
d'ailleurs pas sans avantages pour nous  
qui voyions dès paraitre la clause honteuse  
des traités de 1815 par laquelle on les  
allus avaient stipulé contre ~~la France~~ <sup>la France</sup> la  
construction des fortresses du Nord.

Mais la situation si brillante  
que nous avions conquis par nos armes  
et notre politique en 1830 s'était  
irrévélablement éclipse. Loin d'être ~~pour~~  
recherché par l'Europe nous étions pour  
elle un objet de méfiance, de haine  
même pour ~~Russia~~ le tsar Nicolas et pour  
Lord Palmerston, dès qu'il dirigea la  
politique extérieure du cabinet anglais.

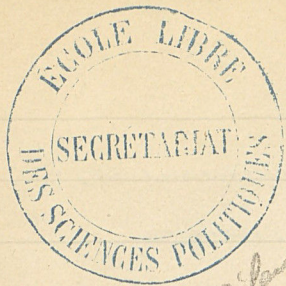
Singulière destinée que celle  
du gouvernement de la Restauration.

La prospérité à l'intérieur sembla toujours en opposition  
~~apparaître~~ avec la grandeur au dehors

Quant au gouvernement de  
Louis-Philippe il ~~ne se~~ ~~seul~~ ~~ne~~ ~~ne~~  
jamais les ~~lucres~~ ~~perpétués~~ ~~lucres~~  
~~inaccoutumés~~ ne sera jamais populaire  
et ~~contre~~ la Russie lui porta en 1830  
un coup dont il ne se relèvera pas.

*Goethe*





V. J. Laubigny

(1)

Des Conditions et des effets  
De la naturalisation D'un Français  
à l'Étranger

Un Français qui se fait naturaliser  
à l'étranger. Peut courir avec sa première patrie  
un certain nombre de biens résultant d'intérêts qu'il  
y a laissés. Il peut y laisser les biens et la  
question de savoir si sa nouvelle condition le  
prive de tous ses droits dans son ancienne patrie  
s'est imposée dès le principe à l'Assemblée  
Constituante pour trancher cette question que le décret  
du 26 août 1791 a été rendu. Le sens rigoureux  
et peu libéral dans lequel il a statué a été  
adouci par la pratique.

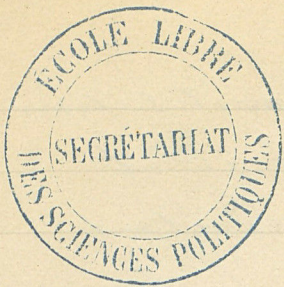
Ainsi on ne distingue plus  
aujourd'hui entre les Français naturalisés avec  
ou sans autorisation bien que cette autorisation  
semble toujours devoir être demandée. Parfois  
les uns et les autres jouissent en France du droit  
de posséder, de transmettre et de succéder. Sans  
reciproque de la part du pays où ils sont établis  
naturalisés art 3. L'un concerne la situation  
des enfants mineurs. Toutefois il est évident que les  
articles 6 et 7 ne sont plus en vigueur.

Un Français naturalisé à l'étranger sera  
Normalement soumis aux lois de sa nouvelle patrie  
et considéré en France comme un étranger. art 12.  
Cependant toute fois il conservera en France  
certains privilèges fixés par le décret du 26 août 1791



Nous nous occuperons donc ici des  
difficultés qui ont surgi entre les gouvernements  
étrangers et les conventions qui sont intervenues  
pour les franches ou les prévenir.





Des Conditions et Des effets de la  
naturalisation D'un Français à l'étranger.

Le décret de  
1871 est  
encore en  
vigueur  
mais on

Sous l'empire du décret de 1871 on  
distingue entre les Français naturalisés à l'étranger  
avec l'autorisation du gouvernement Français  
et ceux qui avaient été naturalisés sans  
autorisation.

Entre eux plus  
entre les Français  
naturalisés avec  
l'autorisation  
et les Français  
naturalisés sans  
autorisation.  
Toutefois l'article  
6 de la loi  
n'est ni dément  
plus en vigueur.

Les Français naturalisés à l'étranger  
avec l'autorisation du gouvernement français  
conservent en France certains de leurs droits.  
Ils gardent le droit de propriété, le droit de  
transmettre de succéder, leurs enfants n'ont  
d'étrangers mais peuvent recueillir les successions  
et exercer tous les droits ouverts à leur profit pendant  
leur minorité et durant les dix années qui suivent  
leur majorité. Il leur est toutefois interdit de  
porter les armes contre la France sans peine de  
mort. (art. 78. code pénal)

Quant aux Français naturalisés  
sans autorisation, la situation était beaucoup  
plus dure. Outre que ses biens étaient confisqués,  
il ne pouvait plus succéder, il perdait la jouissance  
de ses droits civils s'il portait les armes contre  
la France et était également puni de mort.  
Aujourd'hui est-il besoin au nom de  
l'autorisation du gouvernement pour se faire  
naturaliser à l'étranger. Le décret de 1871  
n'ayant pas été aboli certains Français pour  
éviter les difficultés demandent encore l'autorisation.  
Ce décret est inconstitutionnel néanmoins  
comme les décrets inconstitutionnels du premier  
empire il <sup>est</sup> ~~reste~~ encore <sup>en vigueur</sup> ~~en vigueur~~. Il était contraire



3  
en effet, à certains principes de la constitution  
de l'an VIII. Toutefois il est évident  
que l'art 6. de la Déclaration <sup>de 1789</sup> édictait  
la peine de la confiscation <sup>des biens</sup> pour le Français  
naturalisé à l'étranger sans autorisation est  
aboli mais pour l'autorisation à demander  
au gouvernement il faut toujours la  
Demander. Il y a en effet pour cette autorisation  
un certain droit à payer, et qui est, je pense  
de 675<sup>f</sup> chiffre arr. élév.

Le principe qui  
domine les effets de la naturalisation à  
l'étranger c'est que ces effets sont  
purement individuels. La naturalisation  
du mari n'entraînera donc pas celle de  
la femme mais quid des enfants ?  
Pour les enfants majeurs, la question ne  
souffre pas de difficulté, il est évident  
que la naturalisation du père est sans effet  
sur eux ; mais il n'en est pas de même  
des enfants mineurs. La France fait  
les ~~rendez-vous~~ <sup>appelés</sup> ~~appelés~~ <sup>appelés</sup> ~~appelés~~ <sup>appelés</sup> pour  
leur faire remplir les obligations  
du ~~service~~ <sup>service</sup> militaire, de son côté  
la patrie nouvelle du naturalisé peut  
rendre les mineurs dans la même but.  
Il y a là un conflit qui demande  
pour être réglé ~~précisément~~ <sup>précisément</sup> l'intervention  
d'une convention internationale. La  
difficulté s'est souvent présentée avec  
Genève et il est intervenu entre les deux  
pays une convention à la date du 23  
juillet 1879 qui règle la difficulté.

En principe les mineurs fils de  
naturalisés genevois sont considérés comme  
Français et comme tels soumis aux obligations de



la loi militaire en France, ~~mais~~ Mais  
 dès qu'ils auront atteint leur 22<sup>ème</sup> année  
 ils pourront faire une déclaration devant les  
 autorités genevoises compétentes par laquelle  
 ils acquiescent ~~à la loi française~~ ~~genevoise~~.  
~~après ce réexamen~~ opteront pour la  
 nationalité genevoise. Ils cesseront dès lors  
 d'être ~~reconnus~~ ~~comme~~ Français. Soumis aux  
 lois françaises; mais dans le cas où ils  
 ne font pas cette déclaration ils continuent  
 à être regardés comme Français.

Ainsi en résumé ~~les~~ jusqu'à  
 vingt deux ans le ~~noté~~ fils mineur de  
 Genevois est considéré comme Français; mais  
 il ne peut être réclame en France pour  
 y subir les obligations du service militaire  
 avant sa vingt-deuxième année époque à laquelle  
 il a la faculté de déclarer cette obligation  
 ou optant pour la nationalité genevoise.

Toutes les naturalisations sont  
 elles également valables?

Cette question a son intérêt.  
 en ce ~~sens~~ Les Français par exemple pour  
 se soustraire à des obligations de la loi de leur  
 pays, ~~et~~ pour diriger par exemple ~~se~~  
 pourraient se rendre en Suisse ~~pendant~~ y  
 établir leur domicile et au ~~long~~ ~~après~~ après  
 l'expiration du délai fixé par la loi pour la  
 naturalisation réclamer cette naturalisation  
 et divorcer. Si cette naturalisation est trop  
 facile, cela peut donner lieu à des fraudes  
~~individuelles~~ ~~individuelles~~ injustes et aboutir  
 à des résultats scandaleux. Des traits ont  
 été conclus avec la Suisse pour empêcher de



8  
peuils faits de se produire.

D'ailleurs le gouvernement français n'est pas forcé de reconnaître comme valable la naturalisation d'un Français à l'étranger. Ainsi la princesse de Saxe-Cobourg qui s'étant ~~malheureusement~~ fait naturaliser en Saxe-Altenbourg où cette formalité est particulièrement facile à remplir, pour échapper aux droits que son mari venait d'avoir sur elle. La jurisprudence a déclaré que cette naturalisation n'engageait point les tribunaux français.

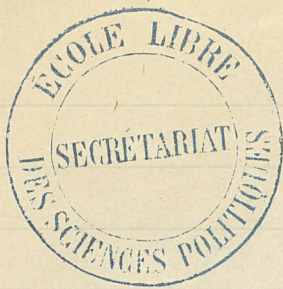
Ainsi pour que l'art 17, alinéa premier ~~peuils sont brèves de la naturalisation~~  
~~au point de vue de la loi pénale?~~  
soit applicable il faut que la naturalisation à l'étranger ~~ou naturalisation~~ ~~soit~~ ~~par~~ ~~droits~~ ~~retroactif~~ soit reconnue valable en France ~~and~~ c'est à dire qu'elle n'ait pas été obtenue d'une manière frauduleuse. Dans le cas de fraude les effets en sont nuls.

Il est évident qu'en vertu de l'article 10 du Code civil tout fils d'un Français naturalisé à l'étranger pourra recouvrer la qualité de Français en remplissant les formalités de l'article 9.

Quels sont les effets de la naturalisation au point de vue de la loi pénale?

La naturalisation n'a pas d'effet rétroactif. Donc tout Français naturalisé à l'étranger pourra être puni par les tribunaux français pour les crimes ou délits commis antérieurement à l'époque de sa naturalisation. Ceci est applicable aux crimes qu'il aura commis non seulement sur le territoire français, mais





encore à l'étranger. On sait en effet que le principe de la territorialité de la loi pénale souffre en France des restrictions, il n'est pas la règle absolue au contraire de ce qui se passe en Angleterre et aux États-Unis.

En Allemagne Il y a deux indigènes. Le Français qui se fait naturaliser allemand aura donc deux naturalisations à obtenir. Une en Allemagne, une dans l'État particulier aux ~~et~~ <sup>de</sup> ~~son~~ <sup>sa</sup> loi, dans lequel il désirera se soumettre. Il en est de même en Suisse, aux États-Unis, c'est à dire dans la confédération. Les allemands à cause du grand courant d'émigration qui se dirige de leur pays vers l'Amérique ont une convention avec les États-Unis. L'Allemand après cinq années de résidence aux États-Unis a perdu son ancienne nationalité et acquies la nouvelle. L'Allemagne ne peut plus lui réclamer le service militaire; mais ~~il reste néanmoins~~ <sup>il reste néanmoins</sup> pour les crimes ~~antérieurs~~ <sup>antérieurs</sup> ou les délits antérieurs à la naturalisation elle peut toujours en demander compte.

Le décret de 1871 ne s'applique pas aux femmes. avis du Conseil d'État du 22 mai 1872.

~~Il paraît~~ <sup>Il paraît</sup> fait avec ~~l'assurance~~ <sup>l'assurance</sup> de faire ~~naturaliser~~ <sup>naturaliser</sup> ~~arbitrairement~~ <sup>arbitrairement</sup>.

En Orient le Français ne se fait pas naturaliser musulman car la condition de étrangers y est préférable à celle de nationaux. Il n'y a donc pas lieu à s'occuper de la situation des Français dans ce pays. C'est là le sujet d'une autre question.



4  
celle de la condition des Français à l'étranger. Toutefois au Maroc. Le Français qui se ferait naturaliser marocain devrait se soumettre aux lois du pays sous peine d'expulsion. C'est pour éviter de nombreux abus résultant de ce que les étrangers ~~naturels~~ au Maroc évitent les obligations imposées par leurs lois nationales en se faisant de leur qualité de marocains. Dès lors ils étaient censés avoir perdu leur ancienne nationalité sans en avoir acquis une nouvelle, situation préjudiciable à tous les Etats et qui tous ont intérêt à faire disparaître.

Conclusion.

Le desideratum serait que les deux principes suivants fussent rigoureusement appliqués.

1<sup>er</sup> Tout individu doit avoir une patrie.  
2<sup>er</sup> N'en doit en avoir qu'une.

Or nous avons vu qu'un Français peut être naturalisé à l'étranger sans que <sup>cette situation</sup> il perde <sup>abandonne</sup> la <sup>tribune</sup> qualité de Français. Il serait donc désirable que des conventions intervenissent pour franchir ces difficultés. C'est surtout par le refuge au service militaire ~~français~~ que des difficultés se produisent. La Convention entre la France et Genève du 14 juillet 1879 pose un précédent que nous devons tenter de voir suivre par la plupart des Etats d'Europe.

Excellentes



Amiens.

Le ~~dit~~ à propos de la Convention de Genève  
nous avons omis de parler des jeunes gens mineurs  
qui se destinent aux écoles militaires du  
gouvernement français. Ils pourront se  
présenter à ces écoles. et comme les français  
et s'ils y sont admis seront naturellement  
français par le fait même ~~avant~~ sans  
qu'ils aient besoin de réclamer cette qualité.  
~~Avant~~ à 22 ans. S'ils sont refusés ils seront  
soumis aux règles ordinaires. C'est cette faculté  
qui nous permet de considérer comme français  
les jeunes gens mineurs fils de français naturalisés  
mineurs jusqu'à leur option.